

Sous la direction de  
Eric Sabourin et Martine Antona

**Lien social et intérêts matériels**  
dans les processus d'action collective

Actes de l'atelier  
du séminaire «Action collective»  
CIRAD, Montpellier, 14 juin 2004

MAUSS / CIRAD  
2005

## Collection « Petite Bibliothèque du MAUSS »

CARVALHO Genauto et DZIMIRA Sylvain, 2000, *Don et économie solidaire*.  
SABOURIN Eric, ANTONA Martine (sous la dir. de), 2005, *Lien social et intérêts matériels dans les processus d'action collective*.

ISBN 2-914819-07-2

Le CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, est un organisme scientifique spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales. Sa mission est de contribuer au développement de ces régions par des recherches, des réalisations expérimentales, la formation, l'information scientifique et technique.

Il emploie 1 850 personnes, dont 950 cadres, qui interviennent dans l'outre-mer français et dans une cinquantaine de pays. Son budget s'élève à près de 180 millions d'euros.

Le CIRAD comprend sept départements de recherche : cultures annuelles; cultures pérennes; productions fruitières et horticoles; élevage et médecine vétérinaire; forêts; territoires, environnement et acteurs; amélioration des méthodes pour l'innovation scientifique. Le CIRAD travaille dans ses propres centres de recherche, au sein des structures nationales de recherche agronomique des pays partenaires, des universités et centres internationaux, ou en appui à des opérations de développement.

Le MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en science sociale) publie aux éditions La Découverte *La Revue du MAUSS* et y anime une collection, La Bibliothèque du MAUSS ([www.revuedumauss.com](http://www.revuedumauss.com)).

© CIRAD 2005.

# Sommaire

ERIC SABOURIN ET 7 Présentation  
MARTINE ANTONA

## *I. Enjeux théoriques*

- ERIC SABOURIN 13 Lien social, intérêts matériels  
et action collective
- SYLVAIN DZIMIRA 41 Penser l'économie autrement
- DENIS BARTHÉLÉMY, 83 Encastrement, valeurs d'abstraction  
MARTINO NIEDDU ET du marché et valeurs de socialité  
FRANCK-DOMINIQUE VIVIEN

## *II. Terrains*

- JACQUES MARZIN ET 99 Le choc des cultures du crédit  
MOUSSA TASSEMBEDO au Burkina Faso
- NICOLAS ELLISON 115 Institutions réciprocitaires et projets  
productifs dans les communautés  
totonagues (Mexique)
- ERIC PENOT 135 Liens sociaux et nécessité matérielle :  
les Balantes en Guinée-Bissau
- HAMID MOKADDEM 161 Les actions collectives dans le champ  
politique néo-calédonien  
contemporain
- FABRICE DREYFUS 193 Postface : théorie du lien, terrains de  
l'engagement



## → Présentation



ERIC SABOURIN, MARTINE ANTONA,  
CIRAD

L'un des fondateurs de la théorie de l'action collective, Mancur Olson, propose d'expliquer l'action collective par la seule logique des intérêts matériels individuels, soutenant ainsi la thèse que l'entrée dans l'action collective est impossible à moins qu'elle ne procure des avantages matériels spécifiques à ceux qui s'y engagent. D'autres, comme Alain Touraine, se réfèrent à l'action collective en termes de mobilisation collective ou de mouvements sociaux, sans préjuger de la nature du moteur de cette action collective, mais en l'associant simplement à une transformation historiquement située du groupe social impliqué.

Ces deux formulations, trop abstraites, sont également insatisfaisantes. Comment donc caractériser et analyser ce qui tient pourtant de l'évidence et qui reste cependant trop peu considéré par la science économique ou politique, voire par la sociologie, malgré l'apport essentiel de Marcel Mauss [1924] : dans les rapports économiques et sociaux entre les hommes et les collectivités, tout se joue en termes d'interactions et de tensions entre le social, l'affectif, l'éthique et l'intéressement (notamment matériel) ?

L'objectif de l'atelier de juin 2004, qui clôturait le second cycle du Séminaire CIRAD sur l'action collective, était de contribuer à analyser les interactions, complémentarités et contradictions entre les relations collectives gouvernées par ce que l'on peut résumer sous le terme de lien social (parenté, amitié, alliance, proximité, identité etc.) et celles dominées par les intérêts matériels. Il s'agissait d'identifier les principes et les structures qui permettent de caractériser les dynamiques privilégiant le « lien social » et celles

qui privilégient l'intérêt matériel. Enfin, il convenait de restreindre la réflexion et l'analyse au cadre (déjà fort large) des processus d'action collective.

Les textes réunis s'intéressent de fait non pas tant à une opposition artificielle entre « valeurs sociales » et « intérêts matériels » qu'aux interactions, aux conditions, à la genèse et au fonctionnement de ces dynamiques d'action collective, comme à leurs difficultés : tensions, conflits, crise, anomie. Par contre, l'atelier n'a pas abordé les questions de l'économie morale et de la réputation, qui sous des rapports divers aux questions d'éthique et de prestige, font l'objet de nouvelles recherches après les travaux fondateurs de Thompson et de Scott.

Huit contributions sont réunies dans ces actes. Les trois premières sont de nature plus conceptuelles, les quatre suivantes étant consacrées à des études de terrain. La dernière conclut, sous forme de postface, cet ouvrage.

Le texte introductif (E. Sabourin) tente de situer par rapport aux processus d'action collective, les catégories du don et de la dette ou encore les formes économiques proposées par Karl Polanyi : réciprocité, redistribution et échange. Il en donne une illustration autour des formes de gestion partagée des ressources naturelles et du travail dans diverses sociétés rurales contemporaines.

Le texte de Sylvain Dzimira approfondit le besoin de faire et de penser l'économie autrement. Il est fondé sur une analyse comparative rigoureuse de l'économie des conventions et de la théorie de la régulation. Il fait le constat de leurs difficultés à dépasser les limites des approches standard pour expliquer ce qui ne relève pas de l'échange marchand et propose d'introduire le paradigme du don dans le champ de l'économie.

La contribution de Denis Barthélemy *et al.*, vient préciser et discuter la notion d'encastrement de l'économique dans le social, à la suite des travaux de Polanyi et Granovetter. L'objet principal de leur texte est de montrer en quoi cette notion peut se révéler fallacieuse si elle n'est pas pensée comme interaction, non

hiérarchisée, entre les valeurs d'abstraction propres au marché et celles de la socialité.

Les quatre études de cas concernent trois continents différents : l'Afrique, l'Amérique latine, et l'Océanie.

Jacques Marzin et Moussa Tassebendo analysent la confrontation entre deux cultures du crédit au Burkina Faso : celle, fondée sur le partage et la redistribution, de la société traditionnelle Moagai et celle des services de crédit rural décentralisé. Ils montrent combien cette dernière, bien que prétendant offrir une alternative au système bancaire classique, reste fondée sur l'individualisation de la prise du risque et la « rémunération de l'usage du temps » sous la forme des intérêts du capital.

Nicolas Ellison propose d'analyser trois niveaux de la reproduction sociale des communautés Totonagues du Mexique : la cohésion sociale de la communauté villageoise, l'identité collective territoriale autour du système des charges religieuses et l'action collective autour des projets de développement liés à la caféiculture.

Eric Penot illustre, quant à lui, le rôle des relations sociales et économiques de partage de la terre (rizière) et de la force de travail (groupes de jeunes) dans le cas de la riziculture Balante en Guinée Bissau. La privatisation de la terre et la marchandisation du travail, s'accompagnent de la dégradation des valeurs de confiance, d'équité et de responsabilité, produites par ces structures de partage et d'entraide.

Hamid Mokaddem s'attache avec rigueur à l'analyse des composantes du lien social d'une part et des intérêts matériels d'autre part, dans sa lecture des actions collectives autour des recompositions des pouvoirs politiques en Nouvelle-Calédonie, introduisant l'élément déterminant de l'identité des groupes et des collectifs.

Finalement, Fabrice Dreyfus nous livre en guise de conclusion, quelques commentaires sur ces contributions et quelques perspectives de travail, en particulier du point de vue méthodologique.